

TABLEAU DE BORD 2024

du plan d'action régional intégré du système alimentaire montréalais



réalisé dans le cadre de la démarche Évaluation en commun



TABLE DES Matières

Analyse des données par :

Chaire de recherche en transition écologique de l'UQAM

Rédaction du rapport sommaire :

Équipe de coordination du Conseil du système alimentaire montréalais, avec le soutien de Caroline Marinacci

Remerciements :

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les organisations partenaires ainsi que toutes les personnes collaboratrices qui ont participé à cette deuxième campagne d'Évaluation en commun.

Nature des projets inscrits et éléments transversaux →→→→→→→→→→

p. 3

Agriculture urbaine et périurbaine

p. 8

p. 1

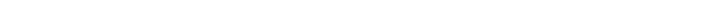
Sécurité alimentaire

p. 1

Lutte contre le gaspillage alimentaire et gestion des matières résiduelles →

p. 2

Mutualisation



p. 2

p. 2

p. 3

ADS+ & EDI

p. 4

À propos du tableau de bord

Le tableau de bord 2024 du Plan d'action régional intégré (PARI) du Conseil SAM est une deuxième itération issue de la démarche d'évaluation en commun (voir Tableau de bord 2023).

Dès 2021, la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM, en collaboration avec le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM), le Conseil du système alimentaire montréalais et d'autres partenaires, a mené une démarche d'évaluation participative avec les organisations porteuses de projets du volet alimentaire de Montréal en commun, un programme de la Ville de Montréal créé à suite de la victoire de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada

La démarche vise à favoriser, chez une diversité d'organisations montréalaises, l'intégration de connaissances et d'outils d'évaluation et de suivi de leur projets.

NATURE DES INITIATIVES INSCRITES ET ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX



PROJETS ÉVALUÉS

✓ 26 projets portés par 17 organisations ont été évaluées.

✓ 16 des 26 projets évalués en 2024 ont aussi été évalués en 2023.

✓ La durée médiane de mise en œuvre des projets est de quatre ans.

✓ 88% des projets évalués ont cinq ans ou moins.

Nature des projets inscrits et éléments transversaux

Alima (Dispensaire diététique de Montréal)

- Panier à provisions nutritif et économique (PPNE)
- La nutrition périnatale en contexte autochtone à Montréal

Bouffe-Action de Rosemont

- Pôle logistique alimentaire de Rosemont

Carrefour Solidaire Centre communautaire d'alimentation

- Carte proximité

CDC de la Pointe

- Paniers solidaires
- Coupons nourriciers
- SAPIC - Système Alimentaire de la Pointe de l'Île Concerté

Centrale agricole

- La Centrale agricole

CJE Centre-Nord

- Projets d'agriculture urbaine au CJE Centre-Nord

Collectif Récolte

- L'aube, pôle nourricier
- Levier Solidaire
- SALIM
- Tomat

Conseil du système alimentaire montréalais

- Savoir prendre soin +
- Guichet Unique pour la Transition Alimentaire (GUTA)
- Espace cuisine pour la sécurité alimentaire

Innovation jeunes

- Innovation Assistance

La Cantine pour tous

- Mutuali

La Corbeille Bordeaux-Cartierville

- Défi Alimen-TERRÉ

Laboratoire sur l'agriculture urbaine

- Serre Louvain Ouest

Le Mouvement pour la Souveraineté Alimentaire des Afro-Québécois (MSAAQ)

- Légumes afro-caribéens

Sphère de Services UQAM

- Bac alimentaire

Ville en Vert

- Cultures solidaires
- Jardins communautaires

Vivre en ville

- Communautés nourricières

Vivre Saint-Michel en Santé

- SAVEUR

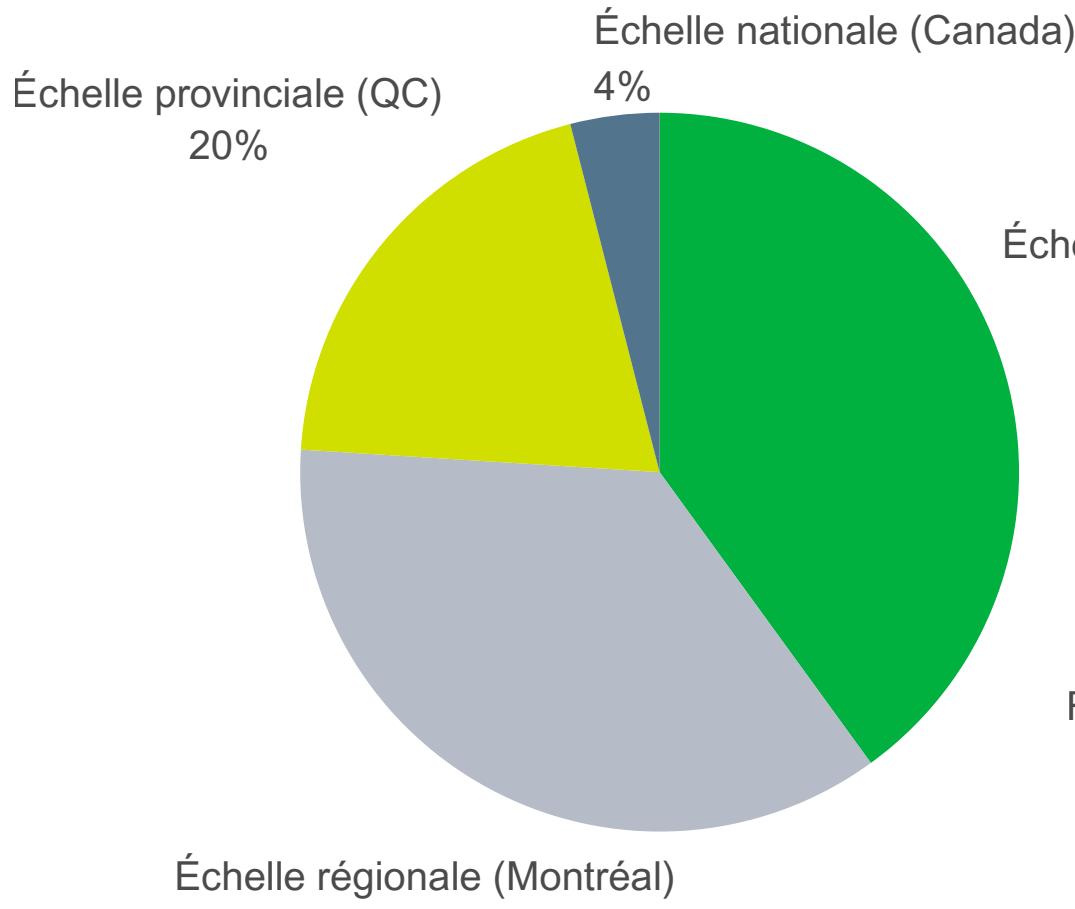
ÉCHELLE D'ACTION

✓ La majorité des projets sont ancrés localement ou à l'échelle régionale, ce qui est cohérent avec une approche territoriale de l'alimentation, mais aussi avec le type de projets visés par Évaluation en commun.

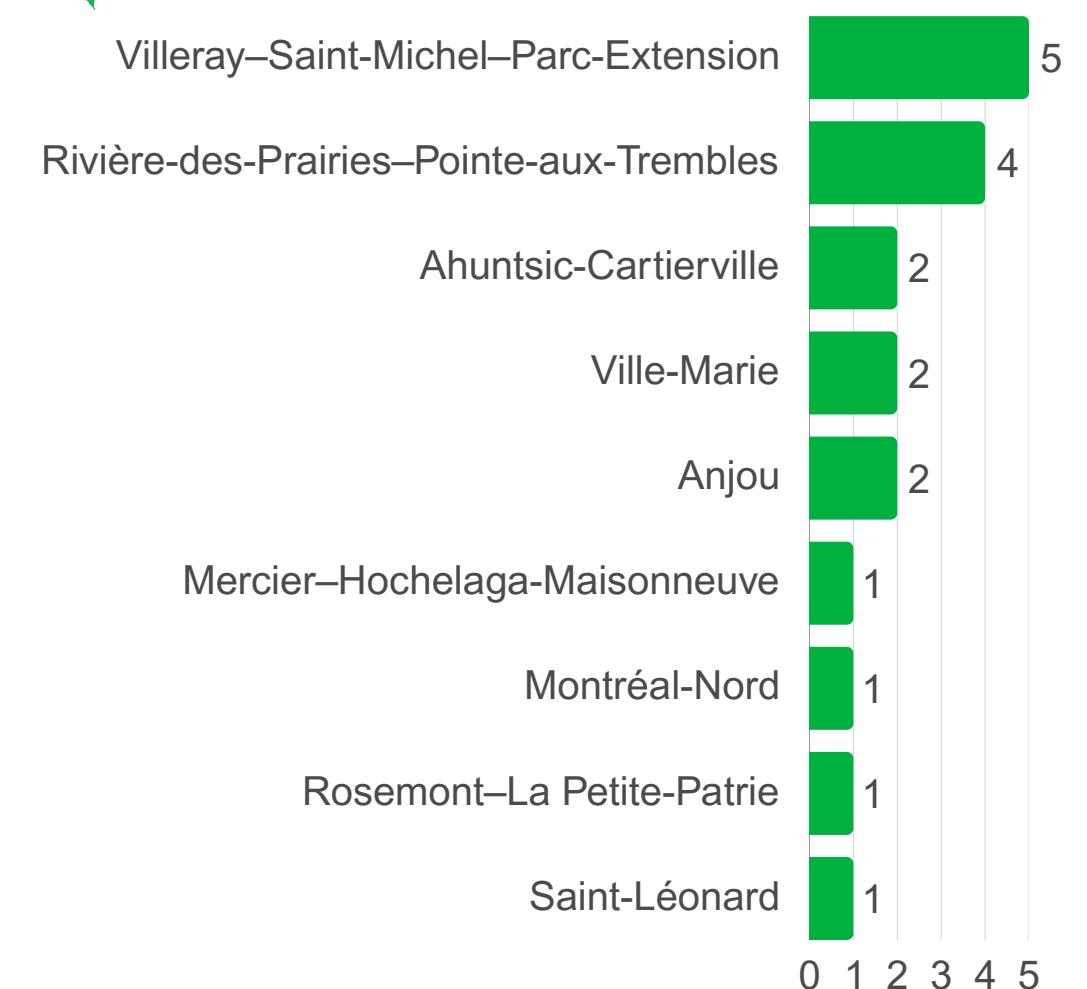
✓ Les projets communautaires sont principalement portées par des acteurs de proximité, mais pourraient inspirer des politiques à plus grande échelle.

Nature des projets inscrits et éléments transversaux

Échelle d'action des projets évalués



Répartition des projets à l'échelle locale



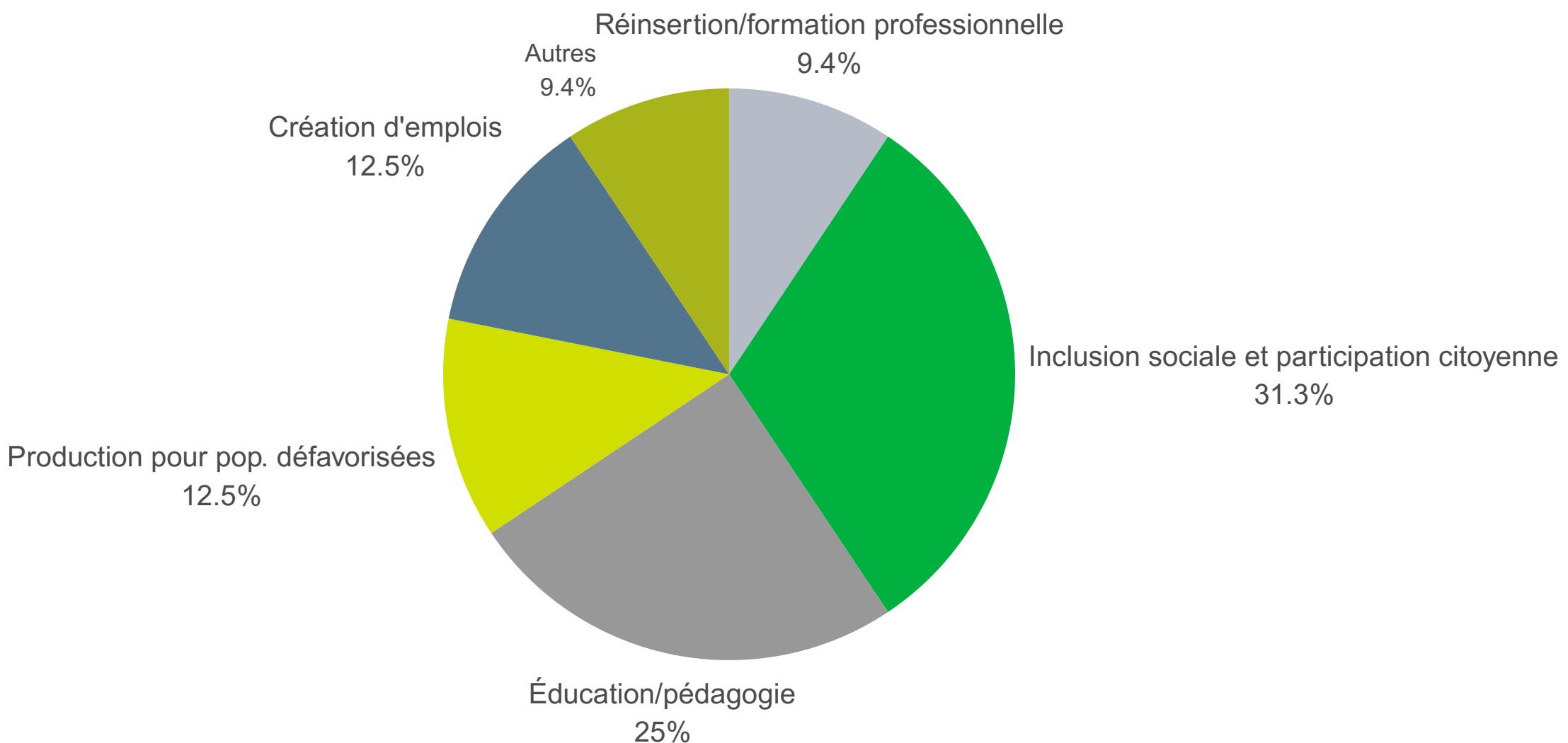
ACTIVITÉS DE SERVICES À LA COMMUNAUTÉ

- ✓ Les projets en alimentation peuvent jouer un rôle important dans la réalisation de plusieurs objectifs sociaux.
- ✓ La plupart des projets évalués travaillent sur l'inclusion sociale et la participation citoyenne.

Nature des projets inscrits et éléments transversaux



Activités de services à la communauté réalisés dans le cadre de projets (12)



FREINS ET LEVIERS

✓ Les principaux freins identifiés sont liés à des contraintes économiques et organisationnelles.

✓ Les leviers reposent souvent sur des partenariats solides, une adaptation au territoire et une gestion agile des projets.

Nature des projets inscrits et éléments transversaux

Freins et leviers au déploiement ou à l'opérationnalisation des projets

CATÉGORIE	FREINS	LEVIERS
Facteurs économiques	<ul style="list-style-type: none">Manque de financement récurrentDifficulté d'accès aux subventionsInflation	<ul style="list-style-type: none">Soutien financier externeFlexibilité budgétaireAppels à projets
Facteurs organisationnels	<ul style="list-style-type: none">Manque de ressources humainesComplexité des approchesProblèmes logistiques	<ul style="list-style-type: none">Amélioration continueExpertise techniquePlans d'action clairs
Partenariats et collaboration	<ul style="list-style-type: none">Coordination difficileChangements de personnel chez les partenairesCloisonnement sectoriel	<ul style="list-style-type: none">Cohésion entre partenairesRôle de liaisonMobilisation engagée
Territoire et contexte local	<ul style="list-style-type: none">Iniquité territorialeDéserts alimentairesInfrastructures inadéquates	<ul style="list-style-type: none">Adaptation aux besoins locauxConnaissance du milieuNouveaux points de service
Facteurs humains et culturels	<ul style="list-style-type: none">Manque de tempsRésistance au changementBesoin de formation	<ul style="list-style-type: none">Motivation des parties prenantesLien de confianceHumilité culturelle

AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE



SUPERFICIE CULTIVÉE & DÉBOUCHÉS DES PRODUITS

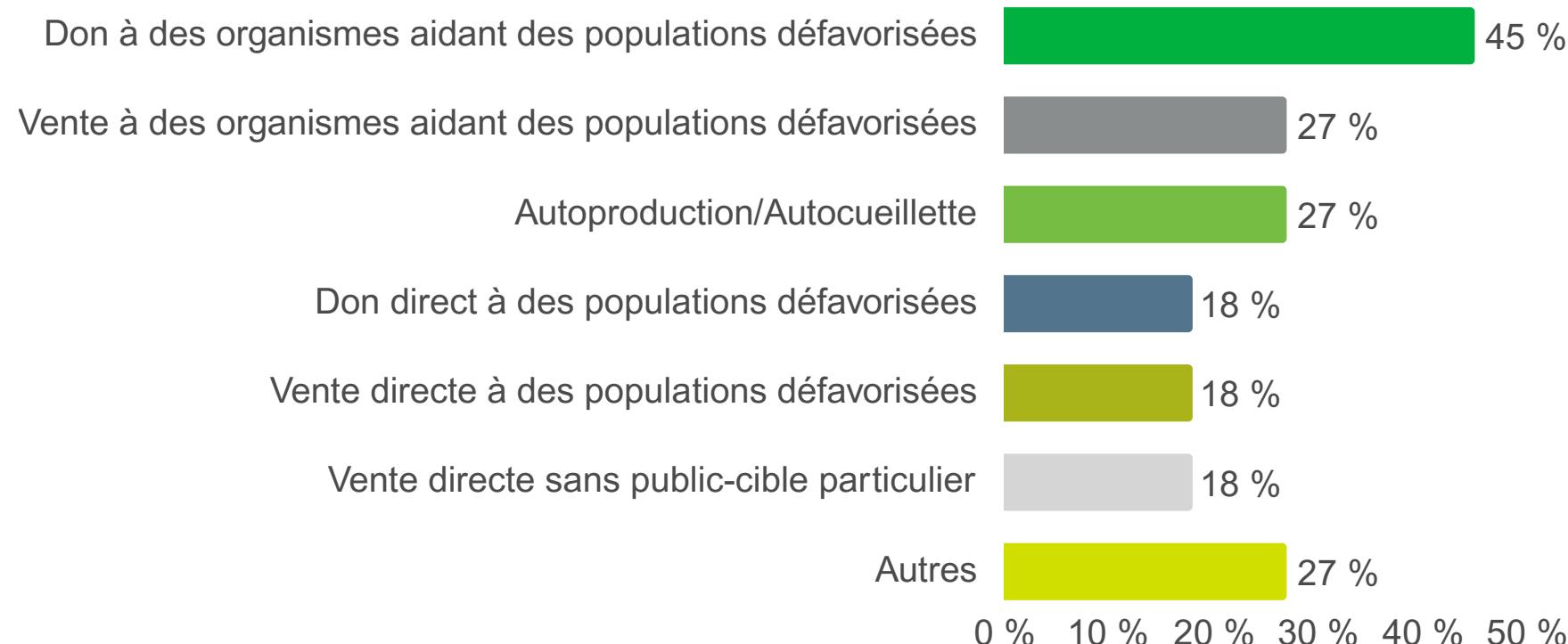
- ✓ Cinq projets permettent de cultiver 16 000 m² (1,6 hectares), dont la majorité sont des jardins communautaires.
- ✓ La majorité des débouchés des 11 projets comptabilisés concerne les dons à des organismes venant en aide à des populations défavorisées.

Agriculture urbaine et périurbaine

Superficie cultivée par les 5 projets



Répartition des débouchés en pourcentage (%)^{*}



^{*} Un projet pouvant avoir plusieurs débouchés, le total dépasse 100 %.

Serre Louvain Ouest
325 m²

Projets d'AU au CJE Centre-Nord
110 m²

Innovation Assistance
80 m²

APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION



ALIMENTS DISTRIBUÉS

Valeur en dollars

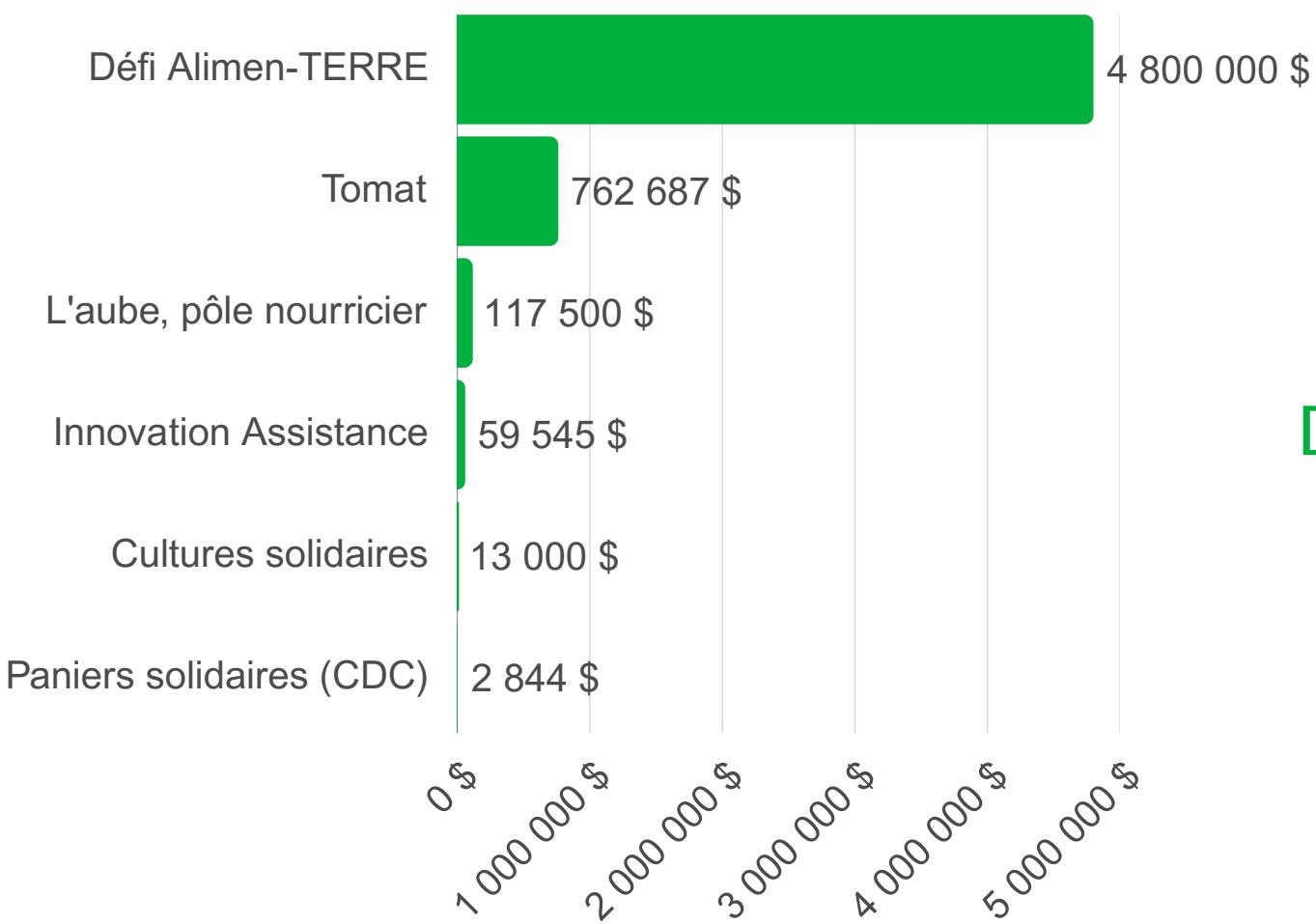
✓ Six projets ont distribué des aliments — principalement vers les consommateur·rices* — pour une valeur totale de plus de 5,75 M\$.

✓ À lui seul, le projet Défi Alimen-TERRÉ de la Corbeille Bordeaux-Cartierville a atteint une valeur de 4,8 M\$ en 2024.

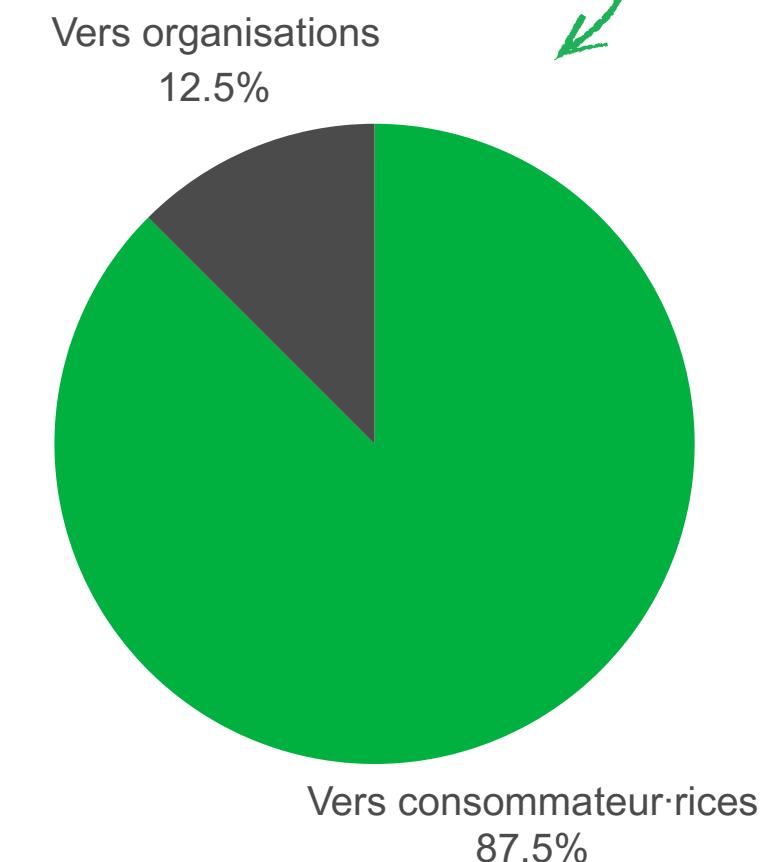
* Données non transmises concernant le 4.8M\$ du Défi Alimen-TERRÉ

Approvisionnement et distribution

Valeur de aliments distribués



Destination des aliments distribués*



ALIMENTS DISTRIBUÉS

Valeur en poids

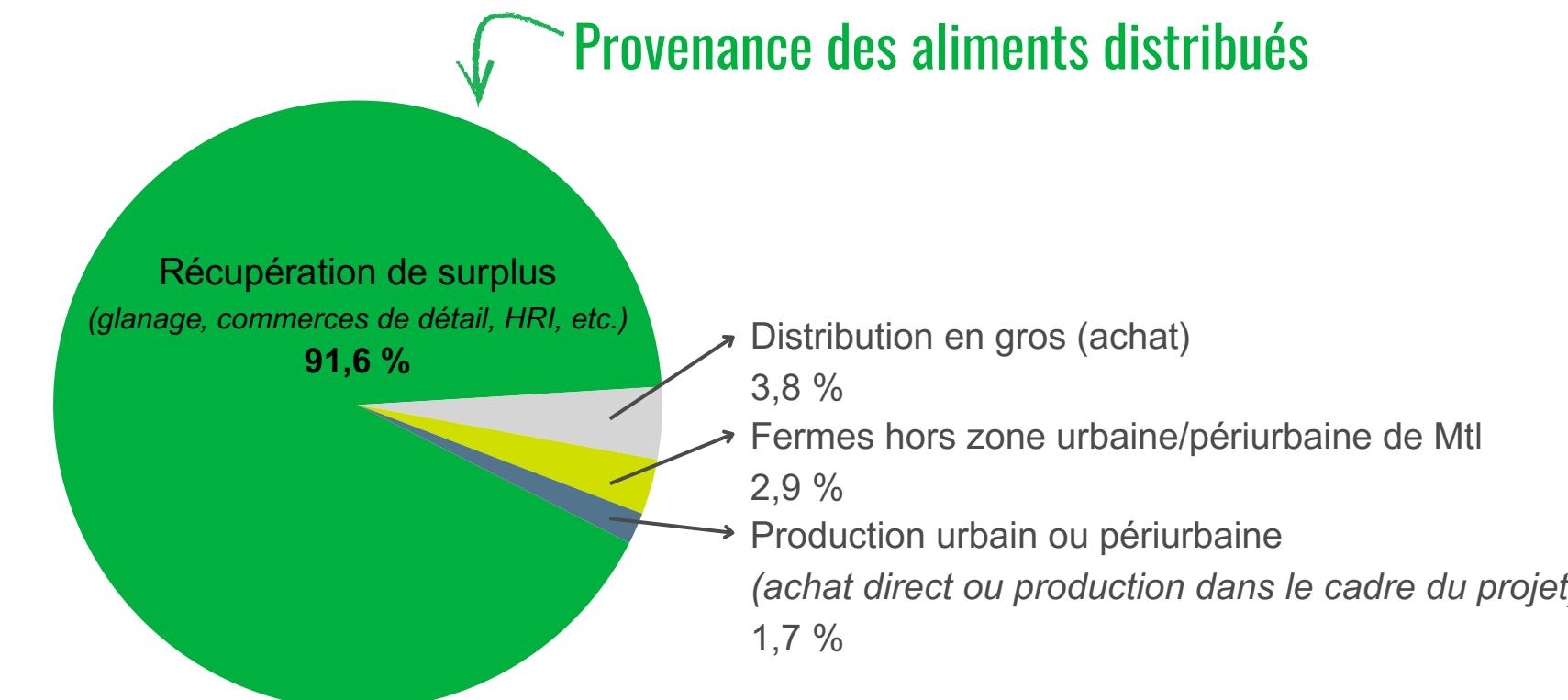
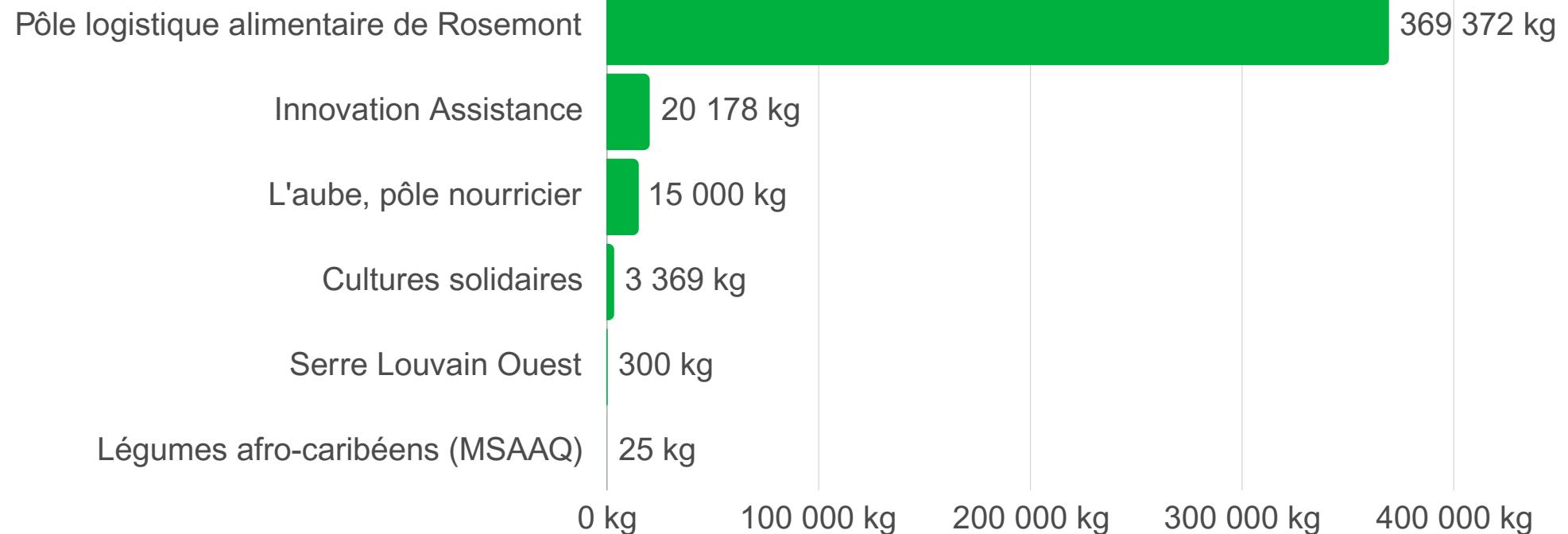
✓ Six projets* ont distribué des aliments — provenant majoritairement de la récupération alimentaire — pour un poids total de plus de 400 000 kg.

✓ À lui seul, le Pôle logistique alimentaire de Rosemont a atteint en 2024 un poids de 369 372 kg.

* Les projets diffèrent des six projets de la page précédente.

Approvisionnement et distribution

Poids de aliments distribués



ALIMENTS DISTRIBUÉS

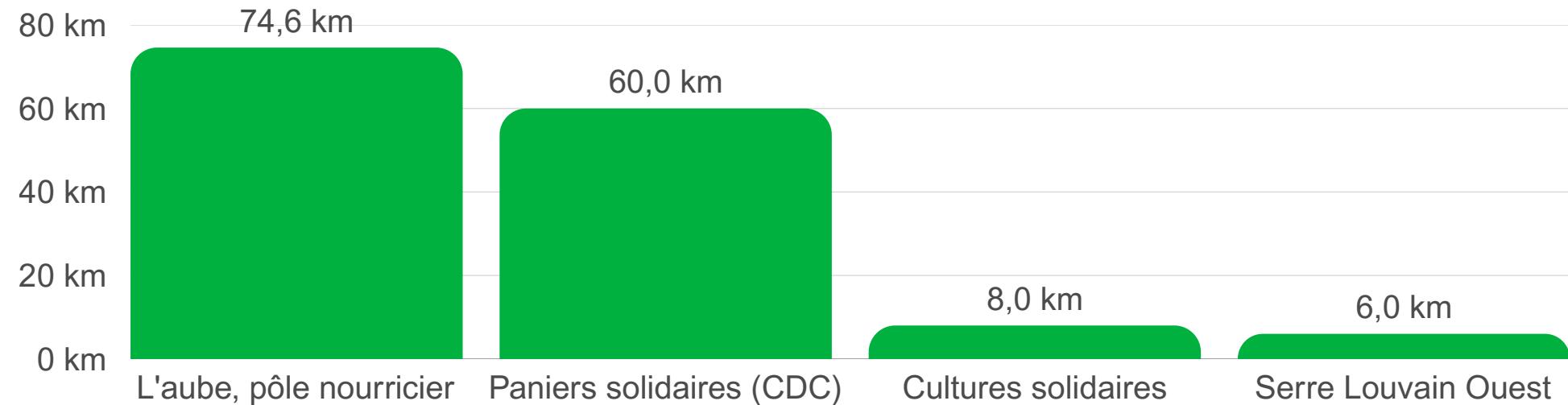
Trajet parcouru

✓ Le nombre moyen de kilomètres alimentaires parcourus, du champ à l'organisme, est beaucoup plus bas que moyenne québécoise de 2500 km voyagé par aliment.

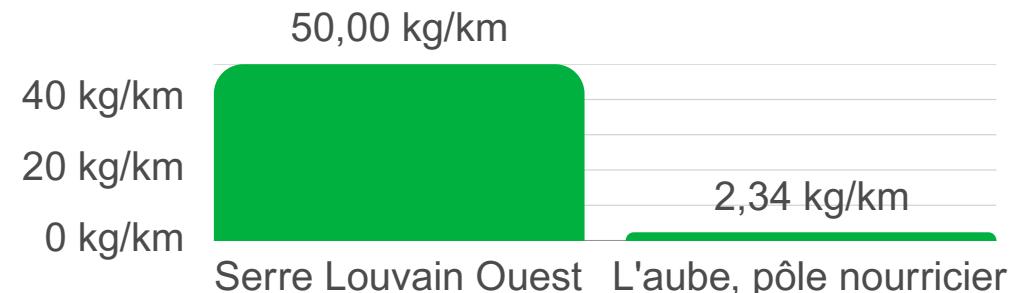
✓ Le ratio du poids de denrées déplacées par kilomètre parcouru en véhicule a aussi été mesuré pour deux projets afin de donner une indication de l'optimisation des déplacements.

Approvisionnement et distribution

Nbre moyen de kilomètres alimentaires parcourus par les aliments distribués



Ratio du poids de denrées déplacées par kilomètre parcouru en véhicule

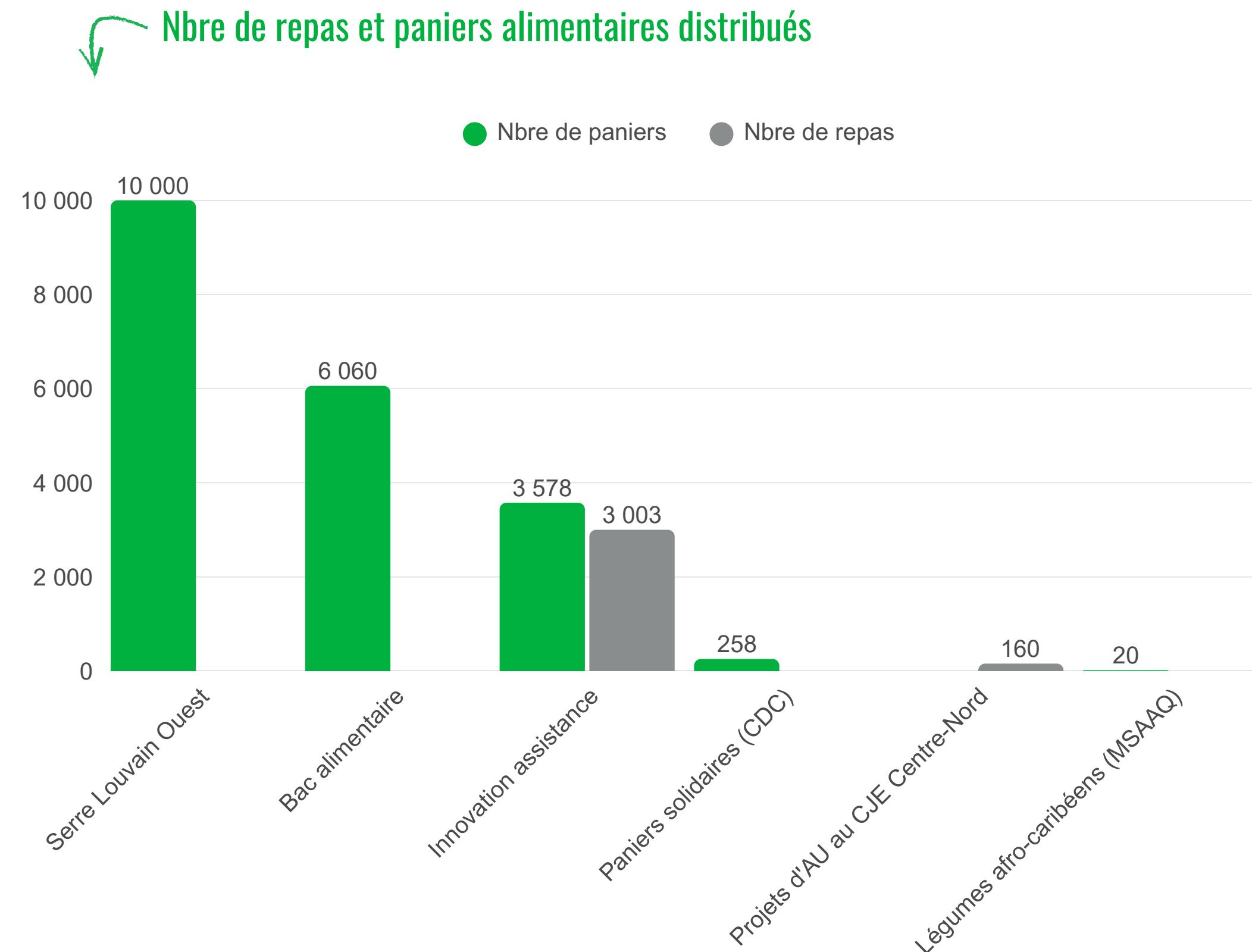


Plus le nombre est élevé, plus on déplace de denrées sur un kilomètre. Dans cette optique, c'est le projet Serre Louvain Ouest qui a été le plus efficace en 2024. Toutefois, le volume total d'aliments transportés par ce dernier projet était 50 fois moindre que le volume total transporté par L'aube (voir diapo précédente).

REPAS ET PANIERS ALIMENTAIRES

✓ Au total, ce sont 19 916 paniers alimentaires et 3 163 repas qui ont été distribués en 2024 aux personnes participantes, et ce, dans le cadre des six projets.

Approvisionnement et distribution



TARIFICATION SOCIALE

Définitions*

« La tarification sociale a pour but d'offrir un prix réduit aux personnes qui ne peuvent pas (ou qui peuvent difficilement) s'offrir certains biens ou services lorsque ceux-ci sont facturés aux tarifs pratiqués sur le marché. »

 Huit projets vendant des aliments à des consommatrices et consommateurs ont pratiqué la tarification sociale.

*Définitions tirées de : Sahut, C., Dufresne, C. et Atomei, C. (2021). *La tarification sociale, une introduction. Territoires innovants en économie sociale et solidaire.*

Définitions des différents types de tarification sociale

TARIFICATION CIBLÉE	s'adresse exclusivement à une catégorie de personnes définie selon des critères socioéconomiques. Elle permet d'offrir un tarif réduit par rapport au tarif moyen du marché.
TARIFICATION PAR CONTRIBUTION VOLONTAIRE	laisse le choix à la clientèle de payer le tarif qu'elle désire pour le bien ou le service proposé.
TARIFICATION SOLIDAIRE	implique de faire un don lors de l'achat pour permettre à d'autres d'accéder aux biens ou services.
TARIFICATION PROPORTIONNÉE	implique des modulations tarifaires : des services ou des biens de même nature sont vendus à des prix différents en fonction des caractéristiques socioéconomiques des personnes qui en font usage.

Les huit projets qui ont pratiqué la tarification sociale

- L'aube, pôle nourricier
- Tomat
- Bac alimentaire
- Cultures solidaires
- Serre Louvain Ouest
- Innovation assistance
- Paniers solidaires (CDC de la Pointe)
- Pôle logistique alimentaire de Rosemont

TARIFICATION SOCIALE

Présence d'un modèle

✓ Les deux formes de tarification sociale les plus répandues parmi les huit projets étudiés sont la tarification ciblée et la tarification solidaire.

Présence et type de tarification sociale

	TARIFICATION CIBLÉE	TARIFICATION SOLIDAIRE	TARIFICATION PROPORTIONNÉE	TARIFICATION PAR CONTRIBUTION VOLONTAIRE
Pôle logistique alimentaire de Rosemont	✗			
Paniers solidaires (CDC de la Pointe)				✗
Innovation assistance	✗	✗	✗	✗
Serre Louvain Ouest		✗		
L'aube, pôle nourricier	✗			
Tomat		✗		
Bac alimentaire	✗			
Cultures solidaires	✗			

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

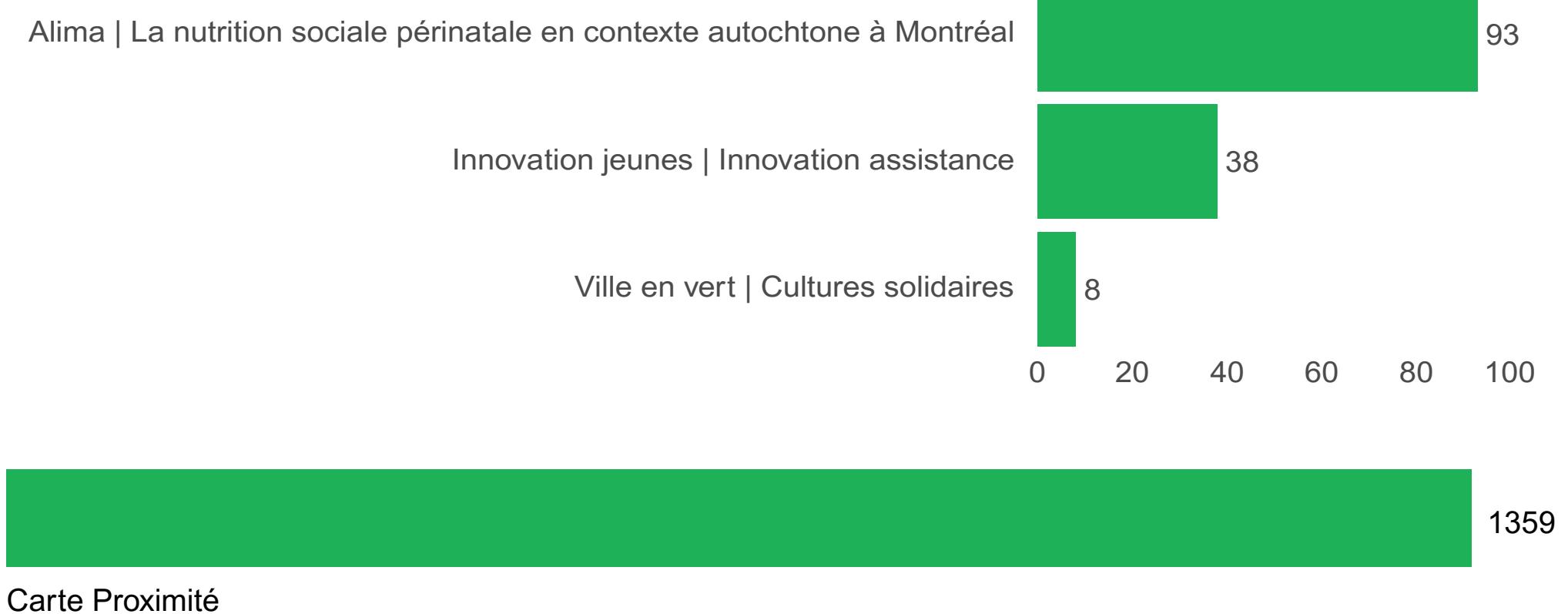


COUPONS ALIMENTAIRES

✓ 139 coupons alimentaires ont été distribués dans le cadre de trois initiatives.

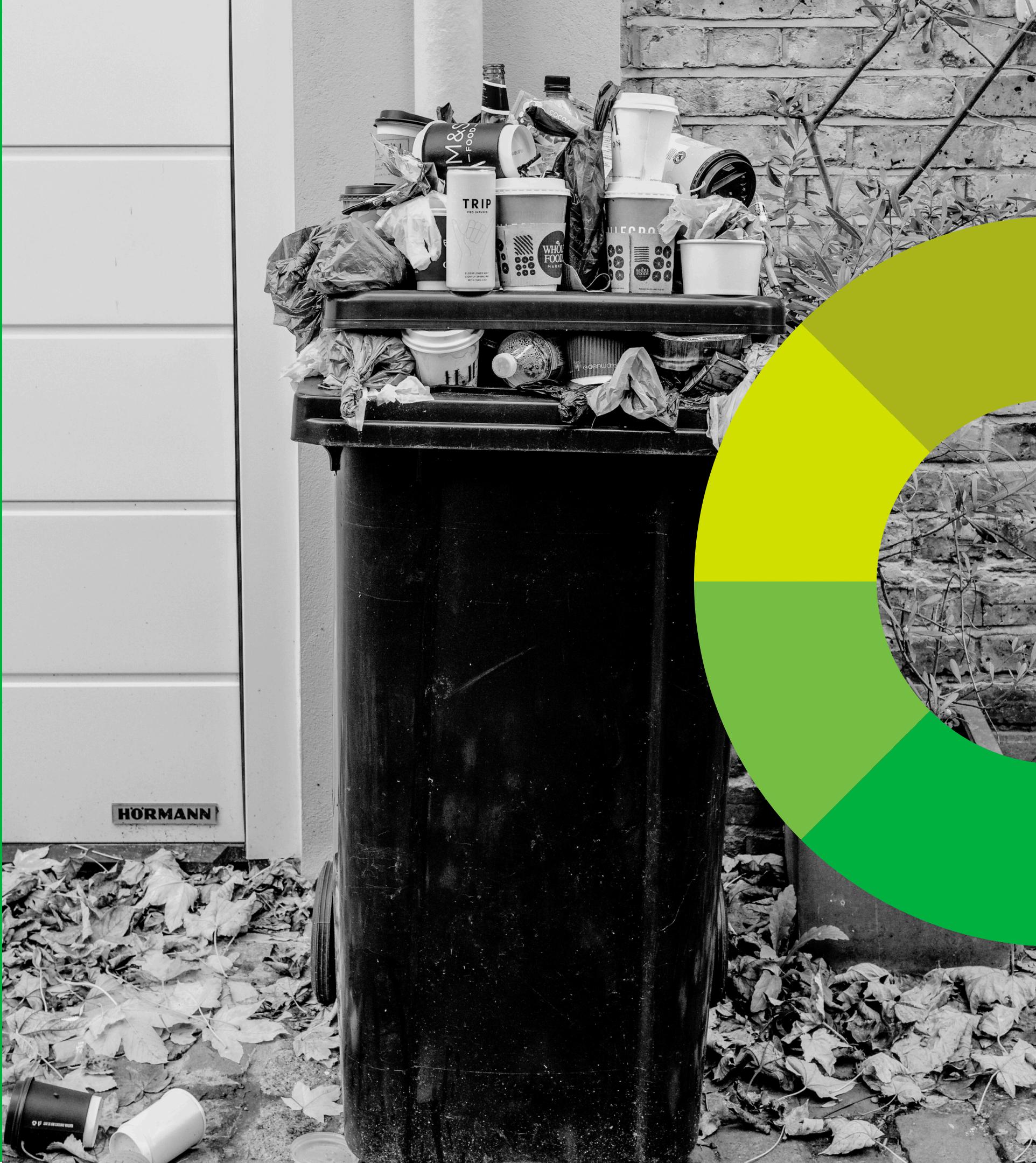
✓ À Montréal, 1 359 ménages ont bénéficié de la Carte proximité en 2024, une carte de paiement sur laquelle un montant mensuel est déposé selon la taille du ménage, géré à travers la plateforme Tomat.

Nbre de coupons alimentaires distribués



LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE AUMENTAIRE ET GMR*

**gestion des matières résiduelles*



ALIMENTS DÉTOURNÉS DU GASPILLAGE

✓ Au total, ce sont plus de 1,5 millions de kilogrammes d'aliments qui ont été détournés du gaspillage par trois initiatives.

✓ 62% de cette quantité provient de la distribution en gros.

✓ 4.24% provient de la distribution au détail.

Quantité d'aliments (kg) détournés du gaspillage par source et par destination

PROJET	QUANTITÉ (KG)	SOURCE	DESTINATION
Pôle logistique alimentaire de Rosemont	256 819 kg	Distribution en gros	Organismes communautaires
	65 096 kg	Distribution au détail	Organismes communautaires
	3 369 kg	Production agricole	Organismes communautaires
	2 108 kg	Organismes communautaires	Organismes communautaires
La Centrale agricole	697 000 kg	Distribution en gros	Distribution au détail
Défi Alimen-TERRÉ	513 000 kg	Distribution en gros	Organismes communautaires

ALIMENTS GASPILLÉS

✓ Malgré les efforts des organismes en sécurité alimentaire pour récupérer les aliments qui seraient autrement gaspillés et les redistribuer, une quantité importante provenant de plusieurs sources de dons n'a pas pu être valorisée.

✓ 85 % des aliments gaspillés sont des fruits et légumes.

↓ Quantité d'aliments (kg) gaspillés par source et par type

PROJET	QUANTITÉ (KG)	SOURCE	TYPE D'ALIMENTS
Pôle logistique alimentaire de Rosemont	34 835 kg	Distribution en gros	Fruits et légumes
	5 732 kg	Distribution au détail	Toutes catégories cofondues
	151 kg	Production agricole	Fruits et légumes
	79 kg	Organismes communautaires	Fruits et légumes
La Centrale agricole	278 kg	Distribution en gros	Toutes catégories cofondues
Défi Alimen-TERRÉ	60 410 kg	—	—

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES (EMBALLAGES, CONTENANTS, RÉSIDUS ORGANIQUES)

Note : Dans ce contexte, les matières résiduelles excluent les aliments détournés du gaspillage, mais incluent les aliments compostés.

GUICHET UNIQUE POUR LA TRANSITION ALIMENTAIRE

20 commerces accompagnés

Cet accompagnement a permis de réduire l'utilisation d'emballages à usage unique ou de remplacer certains articles par d'autres conformes à la réglementation de la Ville de Montréal.

SERRE LOUVAIN OUEST

7 200 kg de matières résiduelles valorisées

Ces matières sont produites par les membres de la Centrale agricole (champignons, frass, légumes, fruits, résidus de ferme hydroponique, etc).

MARCHÉ SOLIDAIRE INNOVATION ASSISTANCE

1 344 kg de matière organique compostée

La majorité des matières résiduelles proviennent des dons alimentaires de Moisson Montréal. Le tri est fait dans les aliments récupérés et ce qui n'est pas considéré consommable est composté.

MUTUALISATION



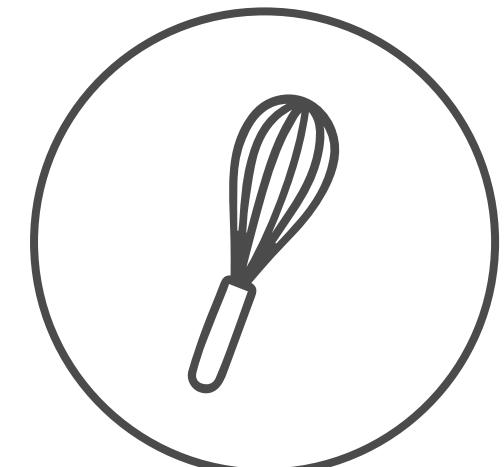
MUTUALISATION DES RESSOURCES

entre organisations

- ✓ En 2024, 14 projets ont procédé à une mutualisation de leurs ressources.
- ✓ Les espaces d'entreposages figurent parmi les ressources les plus fréquemment mutualisées.
- ✓ 586 utilisateurs ont pu utiliser ces ressources.

Mutualisation

Types et nombre de ressources mises en commun



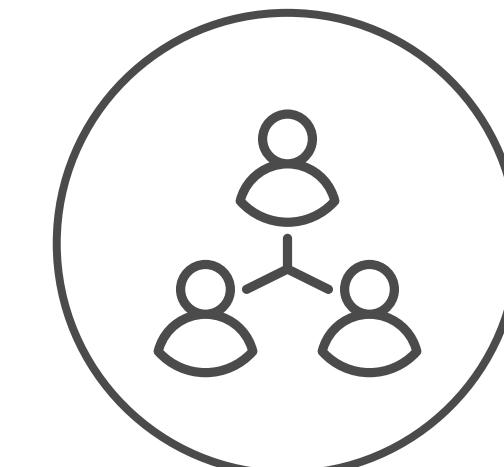
37 cuisines



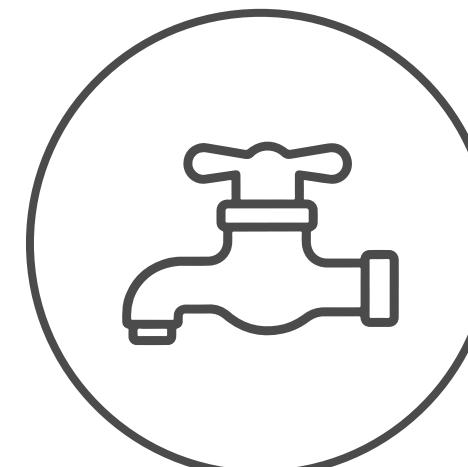
14 véhicules



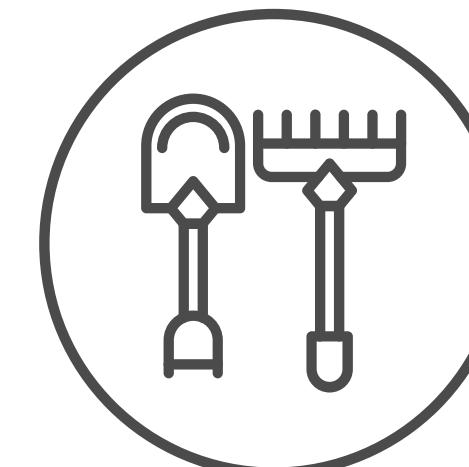
14 espaces
d'entreposage



25 ressources
humaines



3 ressources liées
à l'eau, l'électricité
et la machinerie



50 outils de jardinage

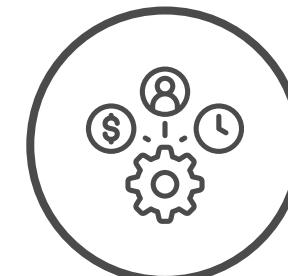
MUTUALISATION DES RESSOURCES

entre organisations

Les pratiques de mutualisation ont contribué à la réalisation de la mission des organisations ou de celle de leurs partenaires.

Mutualisation

Perception de la contribution des pratiques de mutualisation à la réalisation de sa mission (ou de celle de ses partenaires)



Plus grand accès à des ressources (matérielles, humaines et connaissances) pour les organisations partenaires des projets

Économies

Augmentation de l'efficacité des actions des projets

Renforcement de l'offre de services

MUTUALISATION DES RESSOURCES

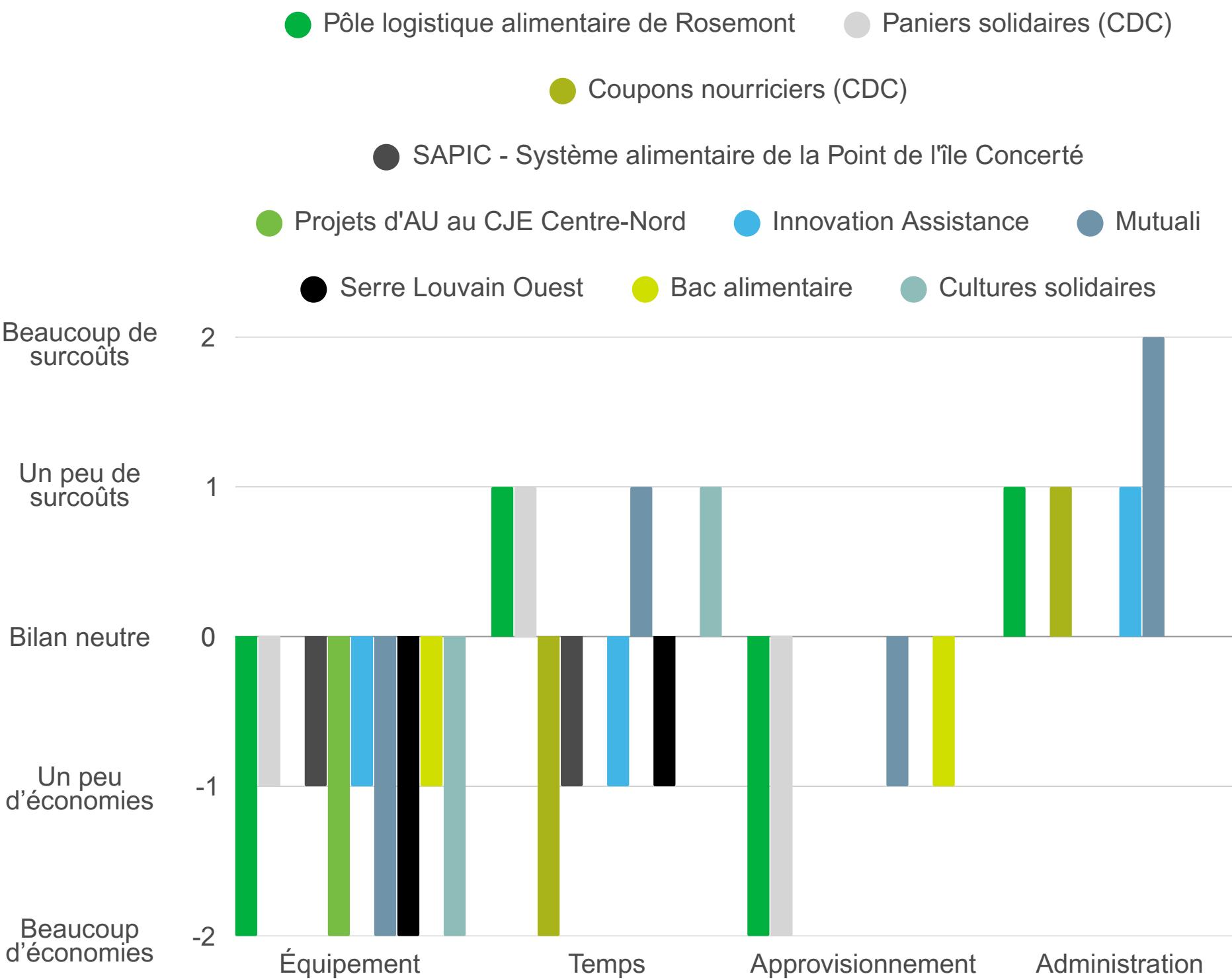
entre organisations

La mutualisation ne produit pas des résultats uniformes d'un projet à l'autre, bien qu'elle entraîne globalement des économies.

La mutualisation des équipements et de l'approvisionnement ressort comme particulièrement bénéfique, ayant permis de générer des économies.

Mutualisation

Impact de la mutualisation en matière de surcoûts ou d'économies sur différents aspects du projet



PRODUCTION ET TRANSFERT D'INFORMATION, DE CONNAISSANCE ET DE PRATIQUES



ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE CONNAISSANCE

Enjeux et sujets concernés

Des connaissances ont été produites et synthétisées dans le cadre de 12 projets.

Les connaissances produites ont porté sur différents enjeux ou sujets.

Enjeux et sujets concernés par les activités de production de connaissance

Portraits / États des lieux

- Augmentation des coûts pour l'accès à une alimentation saine pour une famille vivant à Montréal
- État des lieux des services de dépannage alimentaire et des initiatives en sécurité alimentaire

Évaluations de projets

- Impact de la mutualisation de camions réfrigérés sur la disponibilité en aliments frais et sains, l'insécurité alimentaire et l'approvisionnement alimentaire
- Évaluation du programme Carte proximité par les participant·es et les partenaires
- Impact des projets dans le cas du SALIM
- Évaluation de l'initiative des coupons nourriciers (de la CDC de la Pointe)
- Capacité de mobilisation du projet SAVEUR en termes de production, transformation, distribution et réussite éducative
- Informations démographiques sur les bénéficiaires du bac alimentaire

Outils de coordination et collaboration

- Création d'un comité de travail pour traiter des enjeux locaux en lien avec la sécurité alimentaire (SAPIC)
- Conceptualisation d'unités de production mutualisées et des chaînes d'opérations convergentes sur la revalorisation alimentaire
- Arrimage des pôles alimentaires
- Arrimage des planifications et la gouvernance alimentaire dans les communautés nourricières

Bonnes pratiques

- Équité, diversité et inclusion (EDI) dans les services communautaires d'alimentation
- Outils, initiatives et politiques publiques en lien avec la végétalisation des menus et tablettes dans les commerces
- Pistes de modalités solidaires de commercialisation et de tarification entre les organismes communautaires et les initiatives de production locale

ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE CONNAISSANCE

Exemples de résultats obtenus

Production et transfert d'information, de connaissance et de pratiques

Savoir prendre soin +

Les exigences telles que les preuves de résidence et la prédominance du français compliquent l'accès aux services, particulièrement pour une population diversifiée.

Sur le plan interpersonnel, les biais inconscients, les chocs culturels et le manque de diversité dans le personnel amplifient les discriminations et le sentiment d'exclusion.

Les pistes d'action proposées incluent des formations sur les biais inconscients et l'empathie, la simplification des démarches administratives par la création d'un « passeport d'accès » à différents programmes, et l'établissement d'un comité EDI pour promouvoir la diversité et améliorer l'accessibilité des services.

Pôle logistique alimentaire de Rosemont

La demande est en hausse dans tous les lieux de dépannage alimentaire du quartier.

100% des lieux de dépannage ont des enjeux d'approvisionnement (quantités insuffisantes).

Bac alimentaire

Plus de 55% des bénéficiaires ont un revenu annuel inférieur à 10 000\$.

La Centrale agricole

L'étude menée auprès de 19 organismes révèle un intérêt fort pour la revalorisation alimentaire, avec un potentiel de 292 tonnes de denrées ou matières résiduelles revalorisables par mois (estimation minimale).

Les principaux enjeux identifiés sont : manque de personnel, infrastructures inadéquates, logistique complexe et saisonnalité des volumes.

Les organismes expriment un besoin marqué pour des infrastructures mutualisées (espaces de transformation certifiés, entrepôts réfrigérés, camions), et une préférence majoritaire pour une solution clé en main, bien que certains souhaitent conserver une certaine autonomie.

Panier à Provisions Nutritif et Économique (PPNE)

En moins d'un an, le coût du panier à provisions nutritif et économique a augmenté de 2.4%, ce qui représente un surcoût annuel de 359\$.

Le PPNE a augmenté de 33% depuis 2021.

ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE CONNAISSANCE

Exemples et résultats obtenus

Production et transfert d'information, de connaissance et de pratiques

Éléments de résultats pour le projet Carte proximité

TYPE D'ACTIVITÉ	ÉLÉMENTS DE RÉSULTATS
Sondage aux personnes participantes et organisations partenaires	<ul style="list-style-type: none">Les personnes participantes ont souligné la dimension d'accès à la nourriture dans la dignité par rapport aux programmes d'aide alimentaire traditionnelsLa carte permet aux organisations partenaires ainsi qu'aux marchés participants de tisser des liens plus étroits avec leurs membres et peut être un point d'entrée vers d'autres services offerts par l'organisation.
Activité de coconstruction et de concertation	<ul style="list-style-type: none">Les personnes participantes sont impliquées dans les enjeux stratégiques du programmeLes post-mortems organisés par arrondissement mettent en évidence les points faibles, notamment en termes d'offre de point de vente. Des solutions sont discutées avec les partenaires concernés.
Analyse des transactions sur la plateforme TOMAT	<ul style="list-style-type: none">Les ménages visitent en moyenne un à deux marchand·e·s durant le programme, effectuent des achats de plus en plus nombreux et importants au fur et à mesure de l'avancement du programmeLes participant·e·s semblent plus intéressé·e·s par l'achat d'aliments à valeur perçue élevée et riches en protéines, tels que la viande, les oeufs, les produits laitiers, le miel ou encore le sirop d'érable
Sondage CDC de la Pointe	<ul style="list-style-type: none">65% des répondants estiment que l'offre du marché répond bien ou très bien à leurs besoins alimentaires.70% des répondants se sentent bien accueillis et à l'aise au Marché, indiquant que l'ambiance conviviale du marché est un atout majeur.Les suggestions les plus fréquemment mentionnées incluent l'augmentation de la variété des produits de base et locaux (48% des répondants), ainsi que l'ajout de produits internationaux pour diversifier l'offre (26% des répondants).

ACTIVITÉS DE PRODUCTION DE CONNAISSANCE

Exemples et résultats obtenus

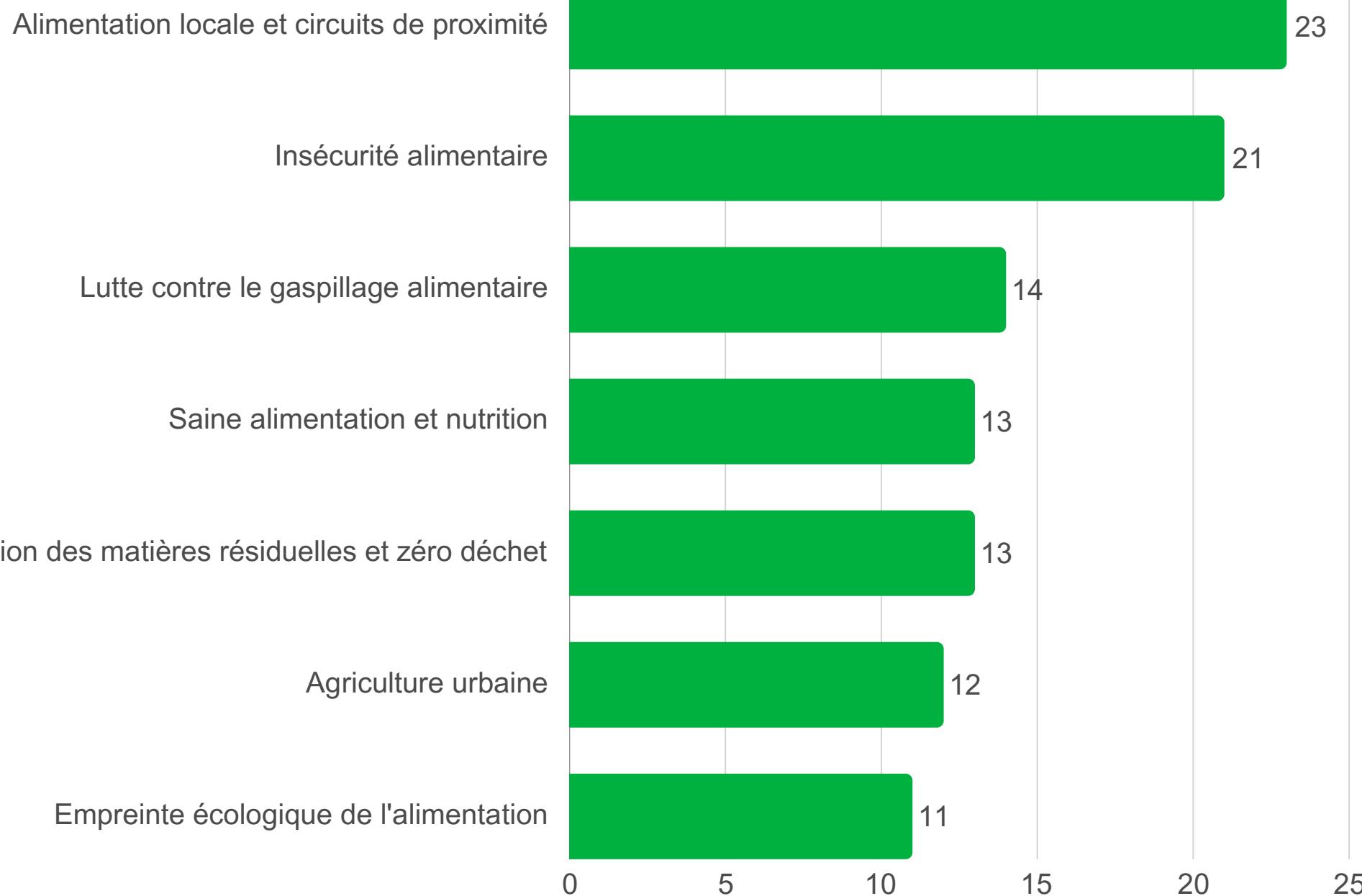
Éléments de résultats pour le projet Communautés nourricières de Vivre en Ville

TYPE D'ACTIVITÉ	ENJEU OU SUJET	ÉLÉMENTS DE RÉSULTATS
Activité de co-construction et concertation	Gouvernance alimentaire	<ul style="list-style-type: none">• Manque de ressources pour pérenniser les démarches au-delà de la phase de lancement• Persistance des silos entre les acteurs et entre les secteurs.• Influence indue (perçue ou réelle) de certains acteurs, déséquilibre des plans d'action en faveur de certains secteurs, et difficulté à rejoindre certains milieux, notamment les populations les plus vulnérables.• Enjeux liés à l'organisation du travail : sursollicitation à trop de comités dont les mandats ne sont pas clairs, manque de clarté sur les rôles et responsabilités entre partenaires.• Accès limité aux données pour l'évaluation de l'impact des interventions, constituant une barrière au financement des démarches.
	Arrimage des planifications	<ul style="list-style-type: none">• La question du <i>timing</i> est cruciale pour l'arrimage : élections, révision d'un PDCN, projet ou financement de moins de trois ans, échéanciers serrés.• Nous sommes en mesure de saisir les opportunités et de nous arrimer efficacement si de bons canaux de communication sont en place.• Un défi majeur consiste à arrimer le secteur communautaire avec le secteur économique, ou le secteur bioalimentaire avec le développement social.• On demande aux acteurs locaux de travailler en intersectorialité et de s'arrimer, alors que les ministères opèrent encore en silo.• Il est important d'avoir une vision commune et de mobiliser à la fois les parties prenantes et les citoyens.• La volonté politique est nécessaire pour provoquer le changement, par exemple pour modifier la réglementation municipale.• Tous ces arrimages et planifications sont complexes et nécessiteraient idéalement une ressource humaine dédiée à la veille et au suivi des planifications.

ACTIVITÉS DE TRANSFERT DE CONNAISSANCE

- Ces activités ont porté sur sept thématiques principales →
- Les autres sujets concernaient la gouvernance inclusive, les systèmes alimentaires locaux, les impôts, la mutualisation, la gestion de projets, les mesures d'impact et la recherche de financement.

Principales thématiques abordées par les activités de transfert de connaissance*



* Une même activité peut porter sur plus d'une thématique.

STRATÉGIES DE COMMUNICATION, DE SENSIBILISATION OU DE PROMOTION

✓ En 2024, des stratégies de communication, de sensibilisation et de promotion ont été déployées dans le cadre de 16 projets.

✓ La stratégie la plus utilisée a été des campagnes sur les médias sociaux.

Stratégies (en ordre d'importance)

- Campagnes sur les médias sociaux
- Création de site web
- Conférences et ateliers
- Interventions dans les médias (ex. entrevue à la radio, publication d'une lettre ouverte, etc.)
- Vidéos promotionnels
- Affichage public
- Distributions de brochures
- Interventions humaines de type appel téléphonique ciblé et échanges lors des jours du marché public

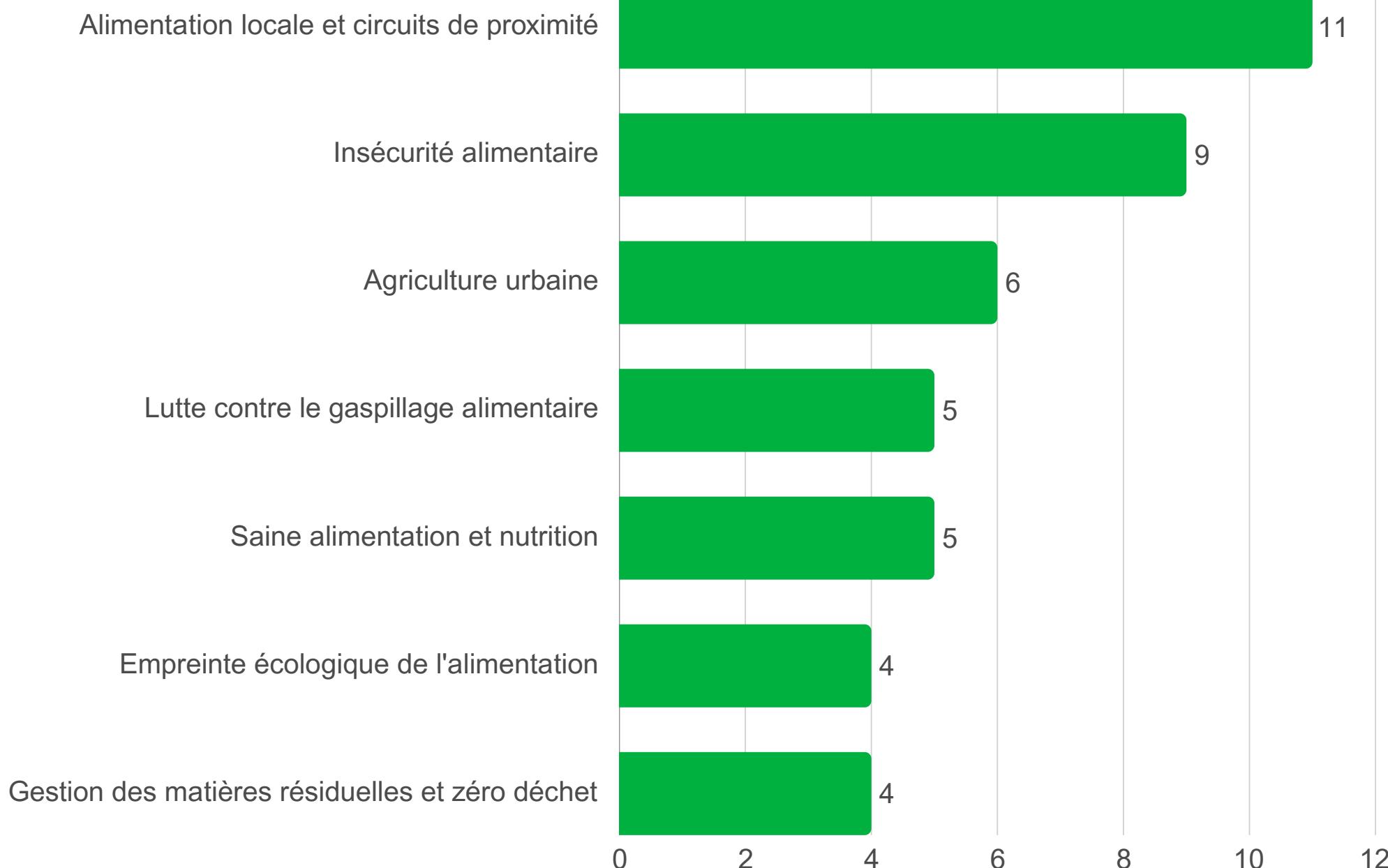
Principaux publics visés

- Organismes communautaires et OBNL
- Citoyennes et citoyens
- Institutions
- Entreprises bioalimentaires (incluant économie sociale)
- Jeunes d'âge scolaire
- Politicien·es et les représentant·es municipaux

STRATÉGIES DE COMMUNICATION, DE SENSIBILISATION OU DE PROMOTION

- ✓ Ces stratégies ont porté sur sept thématiques principales →
- ✓ Les autres sujets concernaient l'équité, la diversité et l'inclusion ainsi que la mutualisation des ressources alimentaires.

Principales thématiques abordées par les stratégies*



* Une même stratégie peut porter sur plus d'une thématique.

PARTENARIATS ET GOUVERNANCE



PARTENARIATS

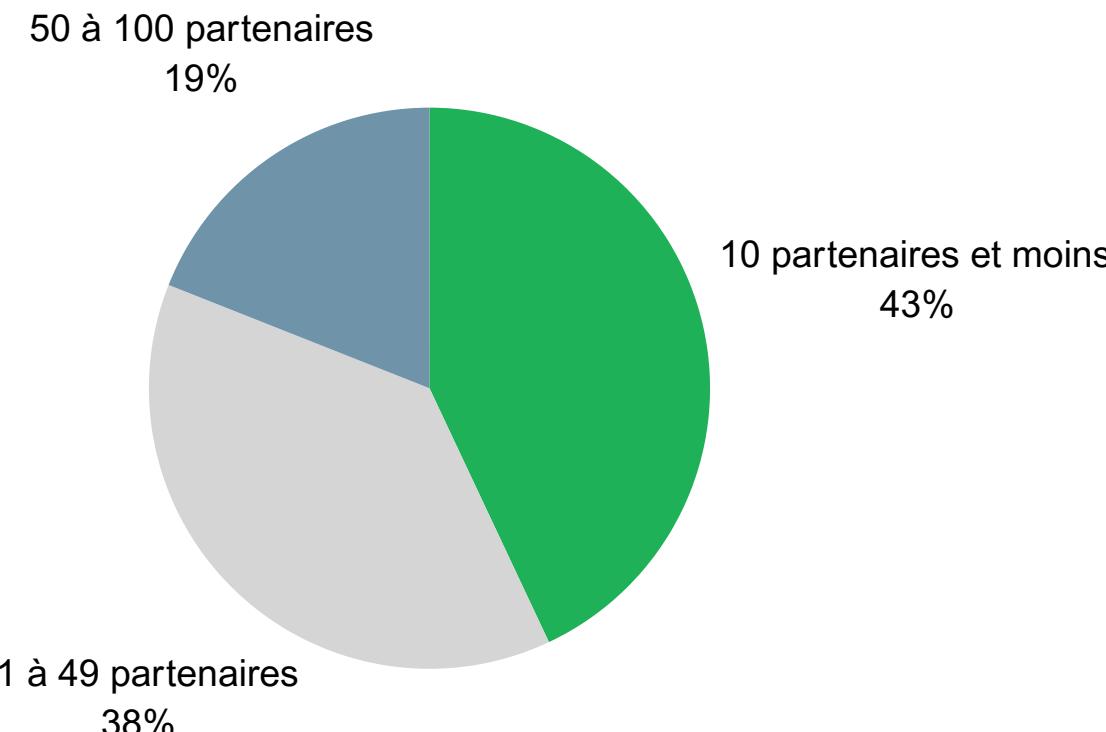
✓ En moyenne, on compte en 2024 29,8 partenaires par projet, contre 20 en 2023.

✓ La hausse du nombre de projets ayant plus de 50 partenaires montre qu'il y a une tendance à l'ouverture et au renforcement des collaborations. Cela montre aussi que les projets sont de plus en plus ambitieux, qu'ils engagent de plus en plus d'éléments du système alimentaire

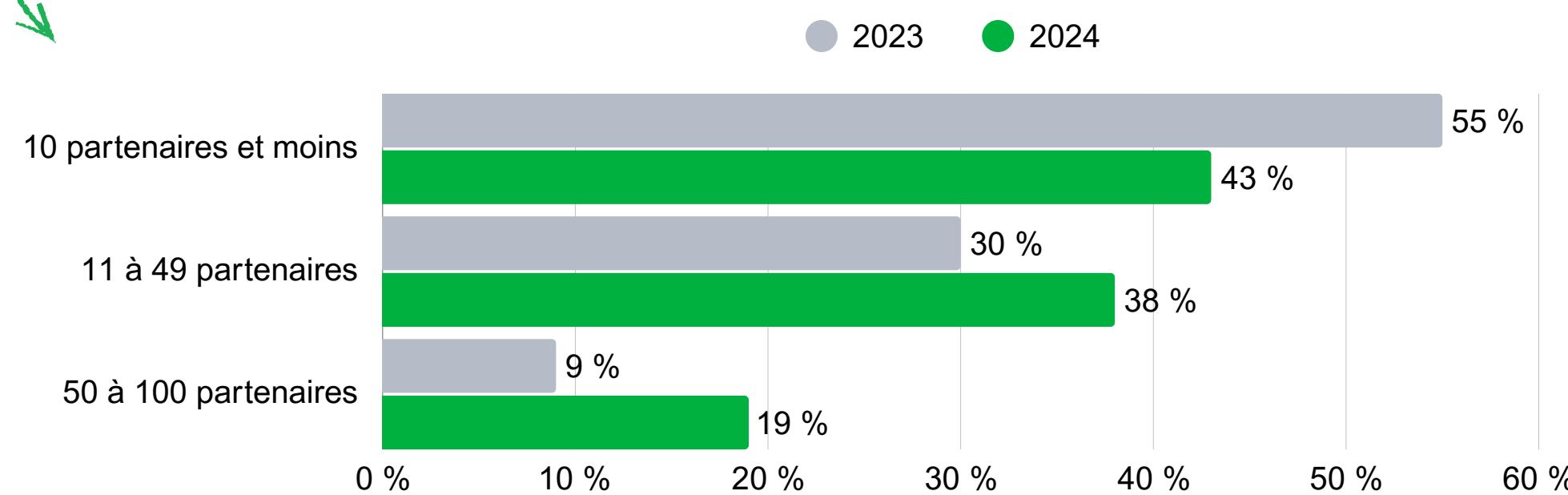
Partenaires : Organisations jouant un rôle actif dans le projet (ex. impliquées dans un comité de suivi).

Partenariats et gouvernance

Répartition des projets (21) selon le nombre de partenaires



Répartition des projets (21) selon le nombre de partenaires



PARTENARIATS

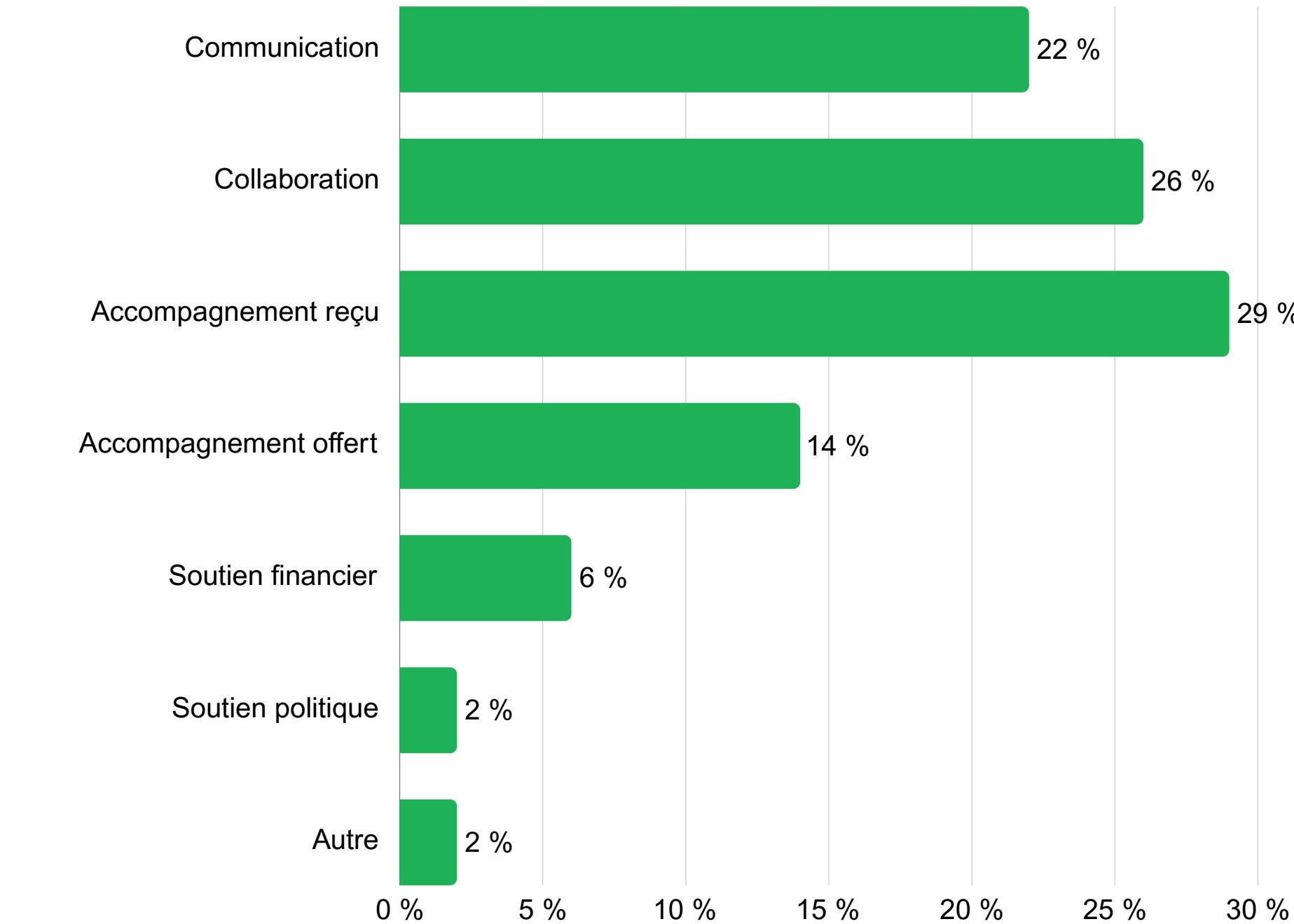
Types de relations développées

✓ Les projets ont avant tout besoin de partenaires enracinés localement, capables de comprendre les dynamiques sociales, culturelles et territoriales. Ils sont ancrés dans une logique de coopération opérationnelle plus que politique.

✓ Les besoins techniques sont aussi moins exprimés ou moins comblés, ce qui peut indiquer un déficit de ressources spécialisées ou un recentrage sur l'humain et le social.

Partenariats et gouvernance

Répartition des types de relations développées dans les partenariats des projets (16)



PARTENARIATS

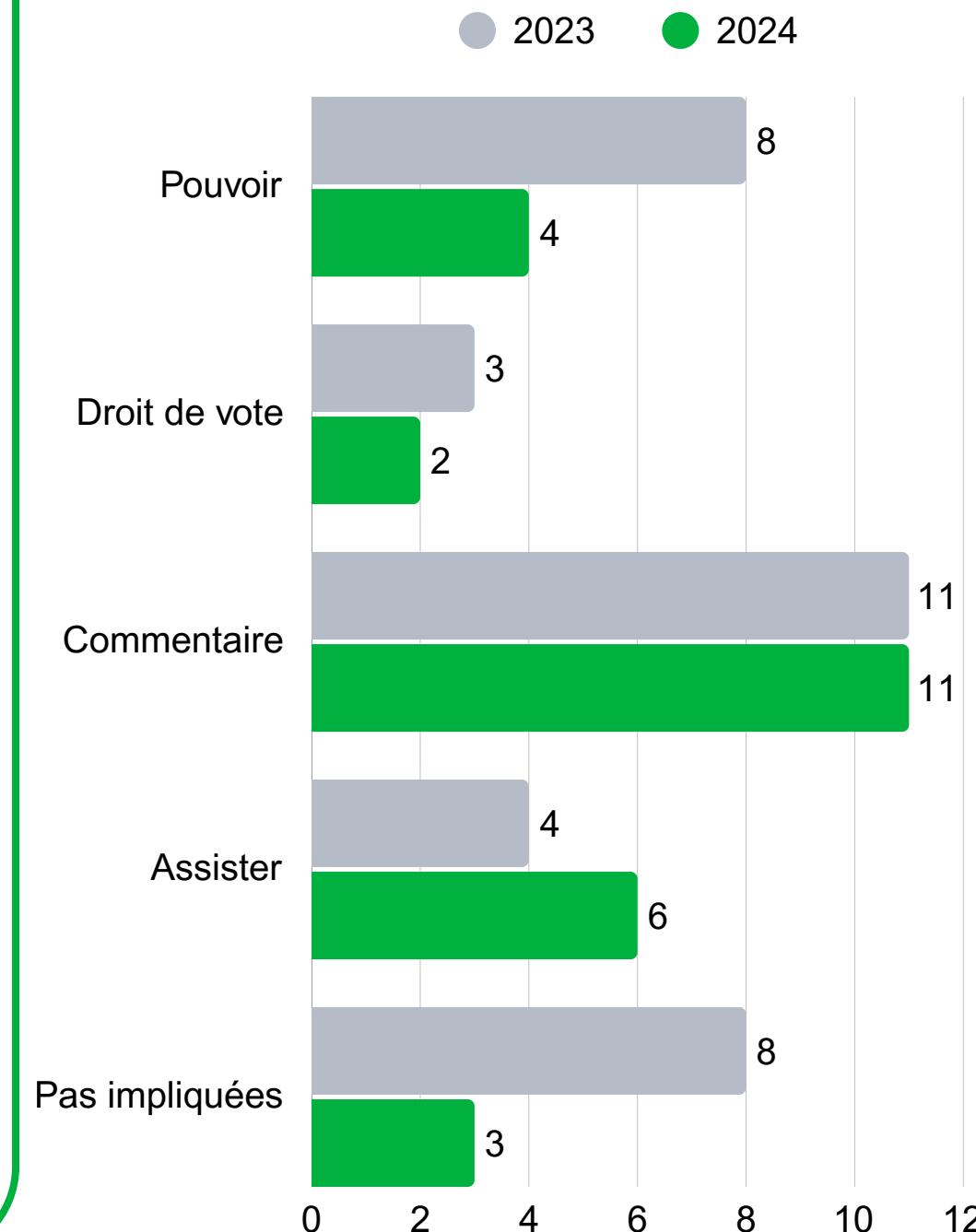
Pouvoir décisionnel

✓ Il est plutôt exceptionnel que des partenaires aient un pouvoir décisionnel. Ils sont largement appelés à fournir leurs commentaires sur les enjeux de décisions.

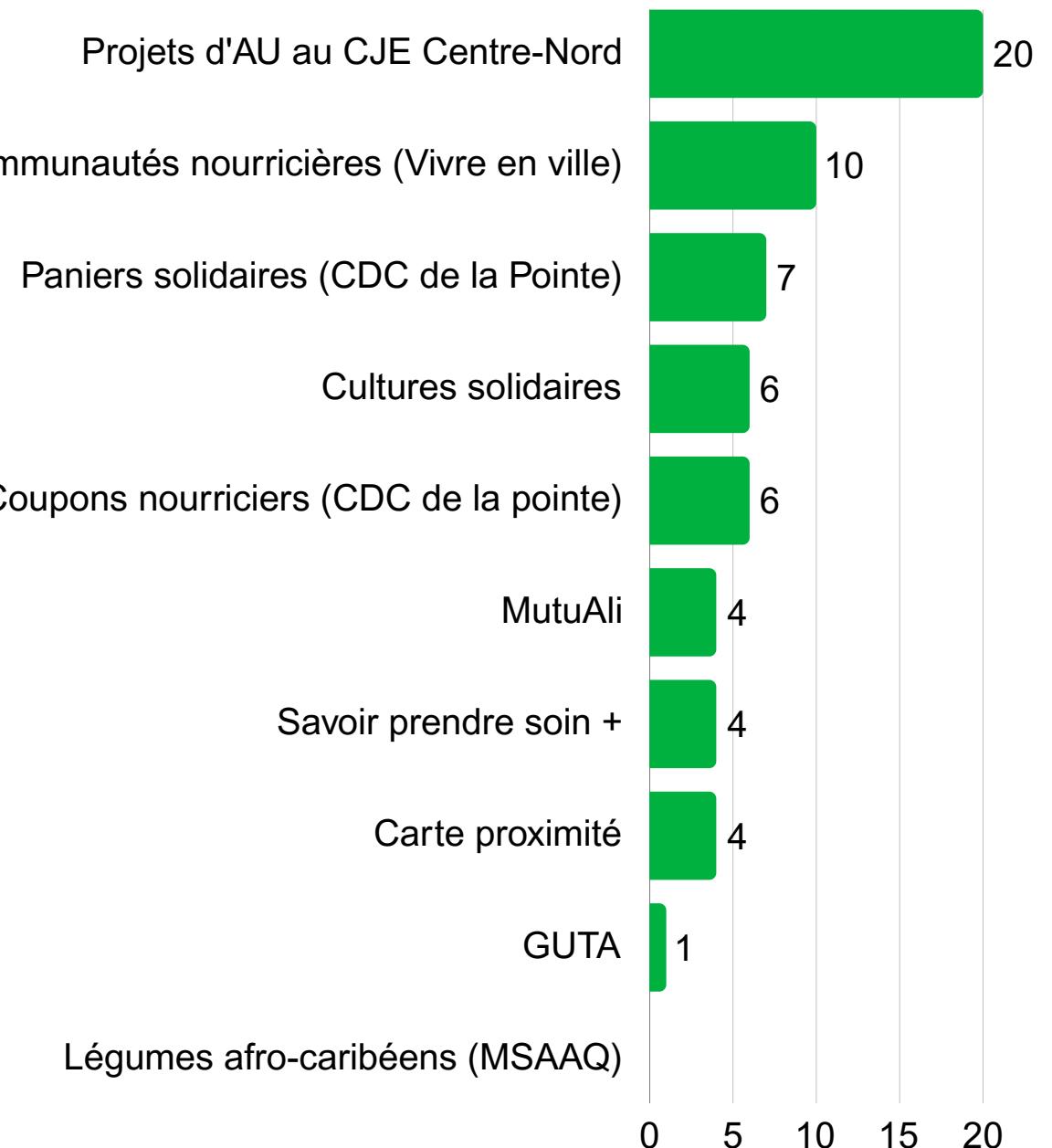
✓ Moins de projets offrent un pouvoir décisionnel important en 2024 qu'en 2023. Cependant, il y a aussi beaucoup moins de projets en 2024 avec des partenaires peu impliqués dans la prise de décision.

Partenariats et gouvernance

Répartition des formes de participation des parties prenantes à la prise de décisions pour 2023 et 2024



Nombre d'occasions offertes aux parties prenantes de participer à la prise de décision



ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Nombre, nature et cible des activités de plaidoyer effectuées dans l'année

PROJETS	NBRE D'ACTIVITÉS DE PLAIDOYER EFFECTUÉES	TYPE D'ACTIVITÉS DE PLAIDOYER EFFECTUÉES	SUJET(S) DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER	VILLE DE MONTRÉAL OU ADMIN. MUNICIPALES	GOUV. DU QUÉBEC	GOUV. FÉDÉRAL	AUTRE
Coupons nourriciers (CDC de la Pointe)	2	Rencontre avec les élu·es	Octroi de financement supplémentaire pour pouvoir offrir plus de coupons nourriciers	✗	✗		
SAPIC - Système alimentaire de la Pointe de l'île concerté	1	Événement de réseautage	Faire connaître l'existence du projet et des initiatives locales qui en découle	✗	✗	✗	
Bac alimentaire	1	Campagne de revendication	Entente d'exemption de loyer				✗
Cultures solidaires	2	Pétition/lettre	Sous-financement des initiatives communautaires	✗		✗	
Communautés nourricières	4	Mémoire, lettres dans les journaux, consultation au MAPAQ	Protection du territoire agricole, promotion des démarches nourricières		✗		

Conseil SAM
Tableau de bord 2024

ADS+ & EDI



DÉFINITIONS

ADS+

L'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) est un processus, un outil et une méthode d'analyse et d'action utilisée, notamment, en gestion de projets et en développement d'interventions et de politiques publiques.

Dans ces contextes, une ADS+ permet de développer des réponses plus précises à certains enjeux puisqu'elle prend en compte les besoins et réalités différenciés de populations qui peuvent se trouver à la croisée de plusieurs discriminations (de genre, d'origine ethnique, d'âge, etc.).

L'objectif fondamental de l'ADS + est de déceler et visibiliser les logiques de discriminations systémiques, de réduire les inégalités et de tendre vers une égalité de fait

EDI

L'équité vise à offrir des opportunités en considérant les différents besoins des personnes et les discriminations systémiques qu'elles peuvent subir. Elle est différente de l'égalité qui offre les mêmes opportunités à tout le monde.

La diversité se rapporte aux conditions, aux modes d'expression et aux expériences de différents groupes définis par divers facteurs identitaires comme l'âge, le niveau d'éducation, l'orientation sexuelle ou encore la situation de handicap.

L'inclusion se rapporte à la création d'environnements où tous les gens sont respectés et accueillis de manière équitable pour leur assurer un accès aux mêmes possibilités.

INTÉGRATION DE L'APPROCHE

✓ Sur 21 projet évalués en 2024, 47.6% ont fait l'usage des critères ADS+ ou EDI dans leur gestion, contre 54 % en 2023

Détail de l'intégration de l'approche ADS+ ou EDI dans les projets

PROJETS	DÉTAILS DE L'INTÉGRATION
Pôle logistique alimentaire de Rosemont	<ul style="list-style-type: none">Consultation régulière des partenaires et réalisation de sondages auprès des bénéficiaires pour s'assurer que les services sont adaptés aux besoins réelsRespect des traditions culinaires en offrant des aliments culturellement acceptables pour les populations ciblées
Carte proximité	<ul style="list-style-type: none">Création et diffusion de la Charte d'inclusion au sein du réseau des partenaires de la Carte proximité.Mise en place de mesures pour l'embauche de personnes issues de groupes discriminésRecherche de partenariats avec des organismes communautaires travaillant avec des publics moins touchés par le programme (LGBTQI+, autochtones, etc.)Mise en place d'un comité EDI avec des partenaires du programme afin de le rendre plus inclusif, notamment en ce qui concerne l'offre alimentaire
Savoir Prendre Soin +	<ul style="list-style-type: none">Planification participative intégrant l'ADS+ et tenant compte des besoins variés selon l'échelle organisationnelle, territoriale et gouvernementale, ainsi que des facteurs identitaires tels que le statut migratoire, l'origine ethnique, le genre, l'identité sexuelle et la situation de handicapMobilisation des connaissances centrée sur les obstacles à l'accès aux services rencontrés par les populations cibles, incluant familles immigrantes et/ou racialisées et personnes s'identifiant comme LGBTQIA2+
Guichet Unique pour la Transition Alimentaire (GUTA)	<ul style="list-style-type: none">Utilisation maximale de l'écriture inclusive et / ou épicène dans les communications, outils et rapports produits par le GUTA.Utilisation de critères liés à la diversité culturelle, géographique et sociale lors de la définition des publics cibles des sous-projets (ex : commerces ciblés par le Fonds d'accompagnement, personnes choisies pour les entrevues et capsules vidéo, etc.)

INTÉGRATION DE L'APPROCHE

✓ Sur 21 projet évalués en 2024, 47.6% ont fait l'usage des critères ADS+ ou EDI dans leur gestion, contre 54 % en 2023

Détail de l'intégration de l'approche ADS+ ou EDI dans les projets

PROJETS	DÉTAILS DE L'INTÉGRATION
Cultures solidaires	<ul style="list-style-type: none">Priorisation d'ateliers et d'animations visant des publics plus discriminés, par exemple les femmes avec enfants issus de l'immigration et en apprentissage du françaisCiblage de groupes marginalisés pour certaines activités, comme les jeunes avec une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble du spectre de l'autisme (TSA) pour les visites et ateliers dans un jardin
SALIM	<ul style="list-style-type: none">Mise en place d'un comité EDI au sein du Collectif RécolteFormations internes trimestrielles en EDI pour l'équipeApproche ciblée en EDI dans la sélection des projets soutenus par le Fonds de projets
Levier Solidaire	<ul style="list-style-type: none">Mise en place d'une comité EDI (en cours)Approche ciblée en EDI dans la sélection des projets soutenus par le Fonds de projets, avec priorité donnée aux initiatives issues de communautés autochtones et afro-québécoises.Développement d'indicateurs en lien avec l'EDI (en cours)
L'aube, pôle nourricier	<ul style="list-style-type: none">Accompagnement offert pour l'intégration de l'EDI dans la politique RH et fourniture d'outils pour son application.

ÉVALUATION DES BESOINS DES PUBLICS CIBLES

- Un seul projet (sur 19) ne met pas en place de démarche d'évaluation des besoins.
- L'évaluation repose principalement sur des sondages ainsi que des rencontres/discussions directes avec les bénéficiaires et partenaires.
- Ces démarches permettent d'adapter les projets aux réalités des communautés et de mieux orienter les actions.

Moyens adoptés pour l'évaluation des besoins

- Sondages (pré, post ou en cours de projet)
- Rencontres/discussions directes avec bénéficiaires et partenaires
 - Ex. : Journées de réflexion / Rencontres de concertation
- Études de marché
- Recherches thématiques
- Comités aviseurs
- Rapports collectifs

Exemple concret

Il y a eu des discussions avec les personnes bénéficiaires des paniers solidaires de la CDC de la Pointe à la fin de la première année pour évaluer leur appréciation et leur intérêt par rapport au projet. Ces discussions, bien que peu nombreuses, ont été très riches en commentaires et ont permis de voir où le projet pouvait avoir quelques lacunes et où il devrait se rediriger pour l'an 2.



**CONSEIL
SYSTÈME
ALIMENTAIRE
MONTRÉALAIS**

MONTRÉAL – MÉTROPOLE EN SANTÉ

